Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Dollard-Des Ormeaux | 66142 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Roman Beschieru, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Dollard-Des Ormeaux pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

[Originale signée]

Signature _____ Date 29 juin 2021

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	23
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	24
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	25
Charges par objets	26
Excédent (déficit) accumulé	27
Avantages sociaux futurs	31

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	38
Analyse des charges	50

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Dollard-des-Ormeaux

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Dollard-des-Ormeaux (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Dollard-des-Ormeaux au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autre point

Les états financiers de la Ville de Dollard-des-Ormeaux pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 ont été audités par la même auditrice qui auparavant, était associée à un autre cabinet et qui a exprimé sur ces états financiers une opinion non modifiée le 10 août 2020.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Dollard-des-Ormeaux inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

·nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

·nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

contrôle interne de l'entité;

·nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

·nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

·nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

BCGO s.e.n.c.r.l.
Vaudreuil-Dorion, le 29 juin 2021
1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	82 776 300	82 888 415	80 785 399
Compensations tenant lieu de taxes	2	940 000	952 273	918 391
Quotes-parts	3			
Transferts	4	5 391 000	9 933 422	4 820 452
Services rendus	5	908 700	1 127 337	1 495 252
Imposition de droits	6	3 602 000	6 507 141	4 179 911
Amendes et pénalités	7	800 000	569 978	646 747
Revenus de placements de portefeuille	8	350 000	428 434	628 916
Autres revenus d'intérêts	9	510 000	633 375	547 077
Autres revenus	10		446 834	462 656
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	95 278 000	103 487 209	94 484 801
Charges				
Administration générale	14	11 152 389	9 976 915	13 549 665
Sécurité publique	15	21 417 934	20 903 367	19 192 002
Transport	16	25 132 334	24 209 472	24 564 690
Hygiène du milieu	17	14 265 772	13 629 237	14 091 936
Santé et bien-être	18	727 462	744 121	639 386
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 416 018	2 460 406	2 301 131
Loisirs et culture	20	21 359 042	20 072 318	21 457 379
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 458 200	971 398	962 324
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	97 929 151	92 967 234	96 758 513
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(2 651 151)	10 519 975	(2 273 712)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		108 299 031	110 572 743
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		108 299 031	110 572 743
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		118 819 006	108 299 031

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	7 103 766	9 342 200
Débiteurs (note 5)	2	21 139 828	17 199 280
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	5 110 919	6 942 889
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	1 675 000	1 580 000
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	35 029 513	35 064 369
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	16 927 372	11 983 779
Revenus reportés (note 12)	12	38 519	216 927
Dette à long terme (note 13)	13	40 145 438	40 232 136
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	57 111 329	52 432 842
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(22 081 816)	(17 368 473)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	140 079 957	124 891 172
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	137 196	137 196
Stocks de fournitures	20	497 193	471 345
Autres actifs non financiers (note 18)	21	186 476	167 791
	22	140 900 822	125 667 504
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	118 819 006	108 299 031

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 651 151)	10 519 975	(2 273 712)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(11 258 000)	(25 944 420)	(17 396 955)
Produit de cession	3		46 549	81 800
Amortissement	4	10 722 951	10 755 635	10 453 663
(Gain) perte sur cession	5		(46 549)	(69 136)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(535 049)	(15 188 785)	(6 930 628)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(25 848)	12 994
Variation des autres actifs non financiers	11		(18 685)	25 588
	12		(44 533)	38 582
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	(3 186 200)	(4 713 343)	(9 165 758)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(17 368 473)	(8 202 715)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(17 368 473)	(8 202 715)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(22 081 816)	(17 368 473)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	10 519 975	(2 273 712)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	10 755 635	10 453 663
Autres			
▪ Gain sur cession d'actif	3	(46 549)	(69 136)
▪ Réduction valeur Placement UMQ	4	103 703	64 753
	5	21 332 764	8 175 568
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(3 940 548)	2 897 888
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	4 943 593	(1 005 984)
Revenus reportés	9	(178 408)	(189 327)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(95 000)	17 000
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(25 848)	12 994
Autres actifs non financiers	13	(18 685)	25 588
	14	22 017 868	9 933 727
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(25 944 420)	(17 396 955)
Produit de cession	16	46 549	81 800
	17	(25 897 871)	(17 315 155)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(88 941)	(372 128)
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(234 257)	(249 177)
Cession	21	2 051 465	503 078
	22	1 728 267	(118 227)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	4 100 300	7 559 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(4 188 300)	(3 958 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	1 302	(16 251)
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	(86 698)	3 584 749
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(2 238 434)	(3 914 906)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	9 342 200	13 257 106
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	9 342 200	13 257 106
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	7 103 766	9 342 200

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Dollard-des-Ormeaux (la Ville) est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret n° 1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les principales estimations de la Ville se situent au niveau des provisions pour créances douteuses et de contestations de taxes, de la durée estimative des immobilisations, des hypothèses actuarielles reliées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs, de divers courus à payer et au niveau des éventualités.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placement de portefeuille

Les placements à titre d'investissement sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste de valeur. Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

b) Actifs non financiers

La ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Équipement informatique, Ameublement et équipement de bureau	5 ans

Machinerie, outillage et équipement 5 à 20 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

E) Revenus

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés s'ils ont fait l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :
- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la

méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (ci-après la «Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : valeur lissée sur une période de 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges de fonctionnement.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	7 103 766	9 342 200
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	7 103 766	9 342 200
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	3 570 618	3 075 896
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	11 744 792	10 667 833
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	1 046 189	388 335
Organismes municipaux	15	2 659 127	1 763 928
Autres			
▪ Droits de mutation	16	2 009 036	879 601
▪ Contraventions et autres	17	110 066	423 687
	18	21 139 828	17 199 280
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	8 233 100	8 998 300
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	8 233 100	8 998 300
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	585 248	518 769

Note

6. Prêts

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

7. Placements de portefeuille

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30	292 613	307 375
Autres placements	31	4 818 306	6 635 514
	32	5 110 919	6 942 889
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Les placements à titre d'investissement représentent la participation de la ville au Programme d'assurance de dommages UMQ. Les autres placements représentent des titres à revenus fixes et des liquidités conservés chez un courtier. La valeur marchande est de 4 818 306 $.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

8. Avantages sociaux futurs

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	1 675 000	1 580 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	1 675 000	1 580 000
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	2 131 000	2 282 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	169	517
Régimes de retraite des élus municipaux	42	67 894	66 304
	43	2 199 063	2 348 821

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

Note

10. Emprunts temporaires

11. Créditeurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	5 788 557	3 718 099
Salaires et avantages sociaux	48	4 655 538	3 971 434
Dépôts et retenues de garantie	49	5 861 932	3 556 034
Provision pour contestations d'évaluation	50	233 000	320 000
Autres			
▪ Intérêts courus	51	215 480	235 827
▪ Contingences légales	52	92 300	141 200
▪ Divers	53	80 565	41 185
▪	54		
▪	55		
	56	16 927 372	11 983 779

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

12. Revenus reportés

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	38 519	216 927
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪	67		
▪	68		
▪	69		
▪	70		
	71	38 519	216 927

Note

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à		2020	2019
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	3,95	2025	2040	72	40 207 000	40 295 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77	2 604	2 604
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79		
					80	40 209 604	40 297 604
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(64 166)	(65 468)
					82	40 145 438	40 232 136

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		4 110 000			4 110 000
2022	84		3 483 000			3 483 000
2023	85		3 058 000			3 058 000
2024	86		3 138 000			3 138 000
2025	87		2 508 000			2 508 000
2026 et plus	88		23 910 000		2 604	23 912 604
	89		40 207 000		2 604	40 209 604
Intérêts et frais accessoires	90			( )		( )
	91		40 207 000		2 604	40 209 604

Note

14. Autres passifs

		2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92		
Assainissement des sites contaminés	93		
Autres			
▪	94		
▪	95		
▪	96		
▪	97		
	98		

Note

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(22 081 816)	(17 368 473)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100	( )	( )
Autres	101	( )	( )
	102	(22 081 816)	(17 368 473)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103				
Eaux usées	104				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	158 623 629	10 472 235	22 332 010	146 763 854
Autres					
▪	106				
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	75 742 080	12 190 624		87 932 704
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	1 787 451	21 939	296 969	1 512 421
Ameublement et équipement de bureau	112	1 188 503	440 126	50 276	1 578 353
Machinerie, outillage et équipement divers	113	9 473 256	2 819 496	1 005 494	11 287 258
Terrains	114	9 063 103			9 063 103
Autres	115				
	116	255 878 022	25 944 420	23 684 749	258 137 693
Immobilisations en cours	117				
	118	255 878 022	25 944 420	23 684 749	258 137 693
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119				
Eaux usées	120				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	96 164 238	7 109 452	22 332 010	80 941 680
Autres					
▪	122				
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	28 793 996	2 317 654		31 111 650
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	945 110	218 567	296 969	866 708
Ameublement et équipement de bureau	128	394 880	227 645	50 276	572 249
Machinerie, outillage et équipement divers	129	4 688 626	882 317	1 005 494	4 565 449
Autres	130				
	131	130 986 850	10 755 635	23 684 749	118 057 736
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	124 891 172			140 079 957
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136		
Immeubles industriels municipaux	137		
Autres	138	137 196	137 196
	139	137 196	137 196
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	137 196	137 196

Note

18. Autres actifs non financiers

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪	142	186 476	167 791
▪	143		
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	186 476	167 791

Note

19. Obligations contractuelles

La Ville est engagée d'après les contrats de déblaiement de la neige, de service de collecte des déchets et la collecte sélective, de service de patrouille municipale, de services de conciergerie, de services d'entretien extérieur, de services d'audit financier, de lavage de vitres, de services en électricité et en entretien préventif des systèmes mécaniques, échéant jusqu'en 2024 pour un montant total de 12 784 789 $, taxes incluses. Les versements exigibles au cours des prochains exercices, avec taxes également, s'élèvent à 5 711 365 $ en 2021, 3 217 998 $ en 2022, 2 921 017 $ en 2023 et 934 409 $ en 2024.

20. Droits contractuels

Baux de location

La Ville a octroyé des baux de location de terrains et de bâtiments, échéant jusqu'en 2037 pour un montant total de 700 926 $. Les revenus de location recevables au cours des prochains exercices s'élèvent à 70 567 $ en 2021, 70 642 $ en 2022, 70 718 $ en 2023, 67 993 $ en 2024, 66 269 $ en 2025 et 354 737 $ entre 2026 et 2037.

Programme de subvention

Dans le cadre d'un programme de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 23 172 442 $ à la ville pour des travaux admissibles. La ville doit également investir 17 721 625 $ dans ces travaux. À la date des états financiers, aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenu.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels de la Ville proviennent de poursuites, de contestations d'évaluation foncière et d'une contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2020	Solde des cautionnements 2019
148			

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Au 31 décembre 2020, les réclamations pendantes contre la Ville s'élèvent à 26 413 883 $. La Ville a comptabilisé une provision qu'elle a jugé adéquate.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit: la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel d'opérations, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

D) Autres

Provision pour contestations d'évaluation

Certains contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites aux rôles pour les exercices 2011 à 2013, 2014 à 2016, 2017 à 2019 et 2020 à 2022. Actuellement il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 233 000 $ a été inscrite au bilan pour pourvoir aux pertes possibles. Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2020. À titre informatif, la valeur du coût des services passés déclarés dans l'exercice financier de l'année 2016 relativement à la suspension de l'indexation au 1er janvier 2017 des participants retraités s'élève à 3 029 000 $.

22. Actifs éventuels
S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs
S.O.

24. Données budgétaires
L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par le conseil municipal.

25. Instruments financiers
S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26. Incidence du Coronavirus (COVID-19) sur les états financiers

La ville n'a pas subi de perte de revenus en décembre 2020 comparativement à décembre 2019 sauf en ce qui concerne les amendes et pénalités ainsi que les revenus de location qui ont diminué respectivement de 230 000 $ et 435 400 $. Au printemps 2020, la ville, avec les faits connus à ce moment, a procédé à la préparation de scénarios budgétaires qui l'ont conduit à un resserrement des charges de fonctionnement et au report de certains projets. Ainsi, les charges réelles de fonctionnement au 31 décembre 2020 totalisent 92 967 234 $ ce qui représente une diminution de 4 961 917 $ par rapport au budget.

La ville prévoit que les impacts sur ses résultats et ses flux de trésorerie ne seront pas majeurs au cours du prochain exercice puisqu'une subvention de 3 697 231 $ a été reçue du gouvernement en lien à la COVID-19 et des revenus supplémentaires entre autres liés aux droits de mutation immobilière viendront combler un manque à gagner lié aux revenus de location du centre communautaire.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget 2020	Réalisations 2020			Réalisations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	82 776 300	82 888 415		82 888 415	80 785 399
Compensations tenant lieu de taxes	2	940 000	952 273		952 273	918 391
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 861 000	5 650 825		5 650 825	1 676 844
Services rendus	5	908 700	1 127 337		1 127 337	1 495 252
Imposition de droits	6	3 602 000	6 507 141		6 507 141	4 179 911
Amendes et pénalités	7	800 000	569 978		569 978	646 747
Revenus de placements de portefeuille	8	350 000	428 434		428 434	628 916
Autres revenus d'intérêts	9	510 000	633 375		633 375	547 077
Autres revenus	10		268 426		268 426	371 791
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	91 748 000	99 026 204		99 026 204	91 250 328
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	3 530 000	4 282 597		4 282 597	3 143 608
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18		178 408		178 408	90 865
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20	3 530 000	4 461 005		4 461 005	3 234 473
	21	95 278 000	103 487 209		103 487 209	94 484 801
Charges						
Administration générale	22	10 697 554	9 575 273	401 642	9 976 915	13 549 665
Sécurité publique	23	21 064 081	20 559 040	344 327	20 903 367	19 192 002
Transport	24	21 606 807	20 650 744	3 558 728	24 209 472	24 564 690
Hygiène du milieu	25	10 600 025	9 938 135	3 691 102	13 629 237	14 091 936
Santé et bien-être	26	727 462	744 121		744 121	639 386
Aménagement, urbanisme et développement	27	2 384 195	2 400 971	59 435	2 460 406	2 301 131
Loisirs et culture	28	18 667 876	17 371 917	2 700 401	20 072 318	21 457 379
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	1 458 200	971 398		971 398	962 324
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32	10 722 951	10 755 635	(10 755 635)		
	33	97 929 151	92 967 234		92 967 234	96 758 513
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(2 651 151)	10 519 975		10 519 975	(2 273 712)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 651 151)	10 519 975	(2 273 712)
Moins : revenus d'investissement	2	(3 530 000)	(4 461 005)	(3 234 473)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(6 181 151)	6 058 970	(5 508 185)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	4	10 722 951	10 755 635	10 453 663
Produit de cession	5		46 549	81 800
(Gain) perte sur cession	6		(46 549)	(69 136)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	10 722 951	10 755 635	10 466 327
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		103 703	64 753
	15		103 703	64 753
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 391 800)	(3 423 100)	(3 086 051)
	18	(3 391 800)	(3 423 100)	(3 086 051)
Affectations				
Activités d'investissement	19	( )	(1 807 371)	(1 044 387)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		535 794	1 699 738
Excédent de fonctionnement affecté	21		113 016	1 004 320
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 150 000)	(1 022 324)	(733 713)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			(2 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(1 150 000)	(2 180 885)	923 958
	26	6 181 151	5 255 353	8 368 987
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		11 314 323	2 860 802

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020 Réalisations	2019 Réalisations
Revenus d'investissement	1	4 461 005	3 234 473
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(1 427 559)	(1 792 735)
Sécurité publique	3	(5 501 374)	(3 853 014)
Transport	4	(9 472 032)	(4 588 874)
Hygiène du milieu	5	(3 461 902)	(1 377 409)
Santé et bien-être	6	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	(20 331)
Loisirs et culture	8	(6 081 553)	(5 764 592)
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	(25 944 420)	(17 396 955)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	(88 941)	(372 128)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 100 300	7 559 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	1 807 371	1 044 387
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	(101 505)	1 142 425
Excédent de fonctionnement affecté	16	2 656 554	409 650
Réserves financières et fonds réservés	17	2 478 458	1 342 124
	18	6 840 878	3 938 586
	19	(15 092 183)	(6 271 497)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(10 631 178)	(3 037 024)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Rémunération	1	17 374 700	17 101 275	17 674 078
Charges sociales	2	4 762 400	5 058 772	5 252 777
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5	66 600	69 153	65 504
Autres biens et services	6	16 960 900	14 059 429	16 899 849
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	877 347	745 496	663 193
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	236 053	236 053	258 308
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11	344 800	(10 151)	40 823
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	44 580 300	43 559 318	43 849 590
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	939 600	992 478	1 101 635
Amortissement des immobilisations	17	10 722 951	10 755 635	10 453 663
Autres				
▪ Autres	18	1 063 500	296 073	434 340
▪ Variation Placement UMQ	19		103 703	64 753
▪	20			
	21	97 929 151	92 967 234	96 758 513

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	16 648 701	8 010 883
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 595 026	4 122 380
Réserves financières et fonds réservés	3	1 600 908	3 057 042
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( )	( )
Financement des investissements en cours	5	(11 558 891)	(927 713)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	108 533 262	94 036 439
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	118 819 006	108 299 031
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	16 648 701	8 010 883
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10		
	11	16 648 701	8 010 883
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Prov réfection chalets munic	12	86 042	2 286 030
▪ Système financier	13	43 433	500 000
▪ Déneigement et déglaçage	14	500 000	645 741
▪ Arbres et arbustes	15	25 949	41 527
▪ Refonte plan d'urbanisme	16	112 652	149 082
▪ Impondérables	17	426 950	500 000
▪ Elections générales 2021	18	400 000	
▪ Covid-19	19	2 000 000	
▪	20		
	21	3 595 026	4 122 380
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	3 595 026	4 122 380

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 515 885	2 940 719
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	85 023	116 323
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪	45		
▪	46		
	47	1 600 908	3 057 042
	48	1 600 908	3 057 042

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	( )	( )
Autres	52	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	( )	( )
	54	( )	( )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
▪	58	( )	( )
▪	59	( )	( )
	60	( )	( )
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
▪	66	( )	( )
▪	67	( )	( )
	68	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	( )	( )
Autres			
▪	72	( )	( )
▪	73	( )	( )
	74	( )	( )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
▪	79		
	80		
	81	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	2 811 284	2 376 046
Investissements à financer	83	(14 370 175)	(3 303 759)
	84	(11 558 891)	(927 713)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	140 079 957	124 891 172
Propriétés destinées à la revente	86	137 196	137 196
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	292 613	307 375
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	140 509 766	125 335 743
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	140 509 766	125 335 743
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(40 145 438)	(40 232 136)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	(64 166)	(65 468)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	8 233 100	8 998 300
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98	(31 976 504)	(31 299 304)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	( )	( )
	100	(31 976 504)	(31 299 304)
	101	108 533 262	94 036 439

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Dollard-des-Ormeaux est de type à prestations déterminées. La rente de retraite est égale à 2 % du salaire final moyen moins 1,8 % de la rente payable par le Régime des rentes du Québec, pour chaque année de service reconnu avant le 1er janvier 1993. Pour chaque année de service reconnu entre le 1er janvier 1993 et le 31 décembre 2015, la rente de retraite est égale à 2 % du salaire final moyen. À compter du 1er janvier 2016, la rente de retraite est égale à 2 % du salaire final moyen pour les cadres et les cols blancs, alors que pour les cols bleus, la rente pour chaque année de service reconnu est de 1,9 % du salaire de l'année indexé au minimum entre le salaire industriel moyen et 2,5 %. Le salaire final moyen correspond à la moyenne des salaires annuels des cinq années consécutives de service reconnu au cours desquelles le salaire fut le plus élevé. Pour le service reconnu avant le 1er janvier 2016, la rente de retraite est payable sans réduction à compter de l'âge de 60 ans. Pour le service reconnu à compter du 1er janvier 2016, la rente de retraite des participants cols blancs, cols bleus et cadres est payable sans réduction à compter de 62,5 ans, 60 ans et 62 ans, respectivement.

La dernière évaluation actuarielle du Régime était au 31 décembre 2018.

		2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	1 580 000	1 597 000
Charge de l'exercice	4	(2 131 000)	(2 282 000)
Cotisations versées par l'employeur	5	2 226 000	2 265 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	1 675 000	1 580 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	81 847 000	76 458 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(83 145 000)	(76 458 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(1 298 000)	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	2 973 000	1 580 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	1 675 000	1 580 000
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	1 675 000	1 580 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	1	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	81 847 000	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(83 145 000)	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(1 298 000)	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	3 629 000	3 638 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	3 629 000	3 638 000
Cotisations salariales des employés	21	(1 860 000)	(1 809 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	(24 000)	(24 000)
	23	1 745 000	1 805 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	400 000	441 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	2 145 000	2 246 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	4 098 000	3 949 000
Rendement espéré des actifs	33	(4 112 000)	(3 913 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	(14 000)	36 000
Charge de l'exercice	35	2 131 000	2 282 000
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	5 346 000	4 393 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(4 112 000)	(3 913 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	1 234 000	480 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(3 027 000)	(36 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	4 067 000	(3 579 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	85 367 000	79 691 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		1 125 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	11	11
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	4,95 %	5,45 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,37 %	5,37 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,75 %	3,04 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106	

Description des régimes et autres renseignements

		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Autres régimes	110		
	111		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	112	1

Description des régimes et autres renseignements

		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113		
Régime de retraite simplifié	114		
REER	115	169	517
Autres régimes	116		
	117	169	517

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2020	2019
Cotisations des élus au RREM	119	12 163	11 790
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	40 989	39 731
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	26 905	26 573
	122	67 894	66 304

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TAXES		Réalisations 2020	Réalisations 2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	78 230 115	76 152 274
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5		
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	78 230 115	76 152 274
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	3 504 262	3 505 823
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13		
Autres			
▪	14		
▪	15		
▪	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17		
Service de la dette	18	1 154 038	1 127 302
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	4 658 300	4 633 125
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	4 658 300	4 633 125
	27	82 888 415	80 785 399

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2020	Réalisations 2019
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33		
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35	952 273	918 391
	36	952 273	918 391
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41	952 273	918 391
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52	952 273	918 391

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	391 777	545 088
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58		
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	561 968	582 353
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82	8 233	23 554
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	17 305	17 850
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	127 320	99 326
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	1 106 603	1 268 171

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94	4 282 597	3 143 608
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		21 735
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		(64 621)
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		42 886
Réseau d'électricité	129		
	130	4 282 597	3 143 608

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	435 324	408 673
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137		
Dotation spéciale de fonctionnement	138	411 667	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139		
Autres	140	3 697 231	
	141	4 544 222	408 673
TOTAL DES TRANSFERTS	142	9 933 422	4 820 452

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	143		
Évaluation	144		
Autres	145	196 775	
	146	196 775	
Sécurité publique			
Police	147	71 509	106 770
Sécurité incendie	148		48 584
Sécurité civile	149		
Autres	150		
	151	71 509	155 354
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	152		
Enlèvement de la neige	153		
Autres	154		
Transport collectif	155		
Autres	156		
	157		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158		
Réseau de distribution de l'eau potable	159		
Traitement des eaux usées	160		
Réseaux d'égout	161		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	162		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	163		
Tri et conditionnement	164		
Autres	165		
Autres	166		
Cours d'eau	167		
Protection de l'environnement	168		
Autres	169		
	170		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité	183		
	184	268 284	155 354

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	185		
Évaluation	186		
Autres	187	578 581	464 478
	188	578 581	464 478
Sécurité publique			
Police	189		
Sécurité incendie	190		
Sécurité civile	191		
Autres	192		
	193		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	194		
Enlèvement de la neige	195		
Autres	196	43 555	56 767
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	197		
Transport adapté	198		
Transport scolaire	199		
Autres	200		
Autres	201		
	202	43 555	56 767
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203		
Réseau de distribution de l'eau potable	204		
Traitement des eaux usées	205		
Réseaux d'égout	206		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	207		
Matières recyclables	208		
Autres	209		
Cours d'eau	210		
Protection de l'environnement	211		
Autres	212	12 714	12 328
	213	12 714	12 328

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	214		
Sécurité du revenu	215		
Autres	216		
	217		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	218		
Rénovation urbaine	219		
Promotion et développement économique	220		
Autres	221		
	222		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	223		
Activités culturelles			
Bibliothèques	224		
Autres	225	224 203	806 325
	226	224 203	806 325
Réseau d'électricité	227		
	228	859 053	1 339 898
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	1 127 337	1 495 252

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	230	254 369	267 431
Droits de mutation immobilière	231	6 252 772	3 912 480
Droits sur les carrières et sablières	232		
Autres	233		
	234	6 507 141	4 179 911
AMENDES ET PÉNALITÉS	235	569 978	646 747
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	236	428 434	628 916
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	237	633 375	547 077
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238	46 549	69 136
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240		
Contributions des promoteurs	241		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242		
Contributions des organismes municipaux	243		
Autres contributions	244		
Redevances réglementaires	245		
Autres	246	400 285	393 520
	247	446 834	462 656
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	248		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Réalisations 2020			Réalisations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	594 742		594 742	691 534
Greffe et application de la loi	2	472 067		472 067	469 055
Gestion financière et administrative	3	4 506 557		4 506 557	4 376 843
Évaluation	4	310 383		310 383	310 254
Gestion du personnel	5	601 480		601 480	587 082
Autres					
▪ Quote-part agglomération	6	2 979 481		2 979 481	6 522 397
▪ Autres dépenses d'admin	7	110 563	401 642	512 205	592 500
	8	9 575 273	401 642	9 976 915	13 549 665
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	11 968 234		11 968 234	11 053 283
Sécurité incendie	10	6 614 121	263 562	6 877 683	6 103 602
Sécurité civile	11	35 276		35 276	36 145
Autres	12	1 941 409	80 765	2 022 174	1 998 972
	13	20 559 040	344 327	20 903 367	19 192 002
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	5 026 408	1 601 428	6 627 836	6 633 022
Enlèvement de la neige	15	3 655 706	1 601 428	5 257 134	6 609 648
Éclairage des rues	16	654 832	177 936	832 768	868 769
Circulation et stationnement	17	468 857	177 936	646 793	697 057
Transport collectif					
Transport en commun	18	10 626 934		10 626 934	9 565 556
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21	218 007		218 007	190 638
	22	20 650 744	3 558 728	24 209 472	24 564 690

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalisations 2020			Réalisations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 803 176		1 803 176	1 836 604
Réseau de distribution de l'eau potable	24	3 418 226	1 721 875	5 140 101	5 155 681
Traitement des eaux usées	25				
Réseaux d'égout	26	559 340	1 915 962	2 475 302	2 871 919
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	1 618 516		1 618 516	1 633 647
Élimination	28	790 223		790 223	710 880
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	1 079 907	53 265	1 133 172	1 259 519
Tri et conditionnement	30	613 321		613 321	548 926
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38	55 426		55 426	74 760
Autres	39				
	40	9 938 135	3 691 102	13 629 237	14 091 936
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	597 429		597 429	506 124
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	146 692		146 692	133 262
	44	744 121		744 121	639 386

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalisations 2020			Réalisations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 336 800	59 435	1 396 235	1 295 608
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47	110 851		110 851	104 664
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				
Tourisme	49				
Autres	50	920 065		920 065	874 693
Autres	51	33 255		33 255	26 166
	52	2 400 971	59 435	2 460 406	2 301 131
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	595 847	423 553	1 019 400	1 027 862
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 516 591	423 553	1 940 144	2 066 236
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 795 267	423 553	2 218 820	2 340 724
Parcs et terrains de jeux	56	6 845 301	829 547	7 674 848	8 440 486
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	1 393 109		1 393 109	1 410 993
	60	12 146 115	2 100 206	14 246 321	15 286 301
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	1 071 390	423 553	1 494 943	1 655 185
Bibliothèques	62	2 713 347	176 642	2 889 989	3 192 639
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	1 441 065		1 441 065	1 323 254
	66	5 225 802	600 195	5 825 997	6 171 078
	67	17 371 917	2 700 401	20 072 318	21 457 379

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalisations 2020			Réalisations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	69	953 756		953 756	899 007
Autres frais	70	27 793		27 793	22 494
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71	(14 000)		(14 000)	36 000
Autres	72	3 849		3 849	4 823
	73	971 398		971 398	962 324
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	10 755 635	(10 755 635)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Dollard-Des Ormeaux | 66142 |

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	1 710 346	612 125
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	1 710 346	765 285
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 166 318	993 541
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	251 150	2 107 865
Autres infrastructures	11	634 074	2 904 069
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	6 431 720	4 687 269
Édifices communautaires et récréatifs	14	5 758 904	3 369 808
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	21 939	642 944
Ameublement et équipement de bureau	18	440 127	416 788
Machinerie, outillage et équipement divers	19	2 819 496	701 582
Terrains	20		195 679
Autres	21		
	22	25 944 420	17 396 955

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	1 710 346	612 125
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	1 710 346	765 285
Autres infrastructures	27	7 051 542	6 005 475
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	15 472 186	10 014 070
	34	25 944 420	17 396 955

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	116 323		31 300	85 023
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	6 435 143		1 179 501	5 255 642
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	24 747 838	4 100 300	2 212 299	26 635 839
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	31 299 304	4 100 300	3 423 100	31 976 504
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	8 998 300		765 200	8 233 100
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	8 998 300		765 200	8 233 100
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	8 998 300		765 200	8 233 100
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	8 998 300		765 200	8 233 100
	19	40 297 604	4 100 300	4 188 300	40 209 604
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	40 297 604	4 100 300	4 188 300	40 209 604

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	40 209 604
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	14 370 175
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	85 023
Débiteurs	9	8 233 100
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	1 612 133
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	44 649 523
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	
Endettement net à long terme	17	44 649 523
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	337 009
Autres organismes	20	5 085 000
Endettement total net à long terme	21	50 071 532
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	61 523 000
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	61 523 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	111 594 532
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalisations 2020	Réalisations 2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	310 383	310 254
Autres	3	2 979 481	6 522 397
Sécurité publique			
Police	4	11 968 234	11 053 283
Sécurité incendie	5	6 614 121	6 025 665
Sécurité civile	6	25 865	26 166
Autres	7	381 465	324 410
Transport			
Réseau routier	8	875 507	734 036
Transport collectif	9	10 626 934	9 565 556
Autres	10	218 007	190 638
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11	4 122 500	4 129 189
Matières résiduelles	12	1 378 250	1 233 542
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14	55 426	74 760
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16	597 429	506 124
Autres	17	146 692	133 262
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	62 816	48 594
Rénovation urbaine	19	110 851	104 664
Promotion et développement économique	20	920 065	874 693
Autres	21	33 255	26 166
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	690 972	642 937
Activités culturelles	23	1 441 065	1 323 254
Réseau d'électricité	24		
	25	43 559 318	43 849 590

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	25 902 798	17 297 705
Frais de financement	4	41 622	99 250
Autres	5		
	6	25 944 420	17 396 955

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année[2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total[1]
Cadres et contremaîtres	1	62,00	35,00	116 931,00	5 801 199	1 763 013	7 564 212
Professionnels	2						
Cols blancs	3	56,00	35,00	104 211,00	3 361 161	1 026 575	4 387 736
Cols bleus	4	126,00	36,00	203 533,00	7 530 995	2 180 263	9 711 258
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	244,00		424 675,00	16 693 355	4 969 851	21 663 206
Élus	9	9,00			407 920	88 921	496 841
	10	253,00			17 101 275	5 058 772	22 160 047

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	5 650 825			4 282 597	9 933 422
	17	5 650 825			4 282 597	9 933 422

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	(5 485)	58 577
	4	(5 485)	58 577
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	12 401	11 287
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	12 401	11 287
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	177 066	177 623
Enlèvement de la neige	11	177 066	177 623
Autres	12	39 348	39 472
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	393 480	394 718
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	218 174	196 672
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	26 327	27 952
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	244 501	224 624
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	234 676	180 468
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	844	888
Autres	38	90 981	91 762
	39	326 501	273 118
Réseau d'électricité	40		
	41	971 398	962 324

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
M. Alex Bottausci	Maire	79 860	17 039	17 229	
M. Laurence Parent	Conseiller	23 582	11 791	283	130
M. Errol Johnson	Conseiller	23 582	11 791		
M. Mickey Max Guttman	Conseiller	23 582	11 791		
M. Herbert Brownstein	Conseiller	23 582	11 791		
M. Morris Vesely	Conseiller	23 582	11 791		
Mme Valérie Assouline	Conseiller	23 582	11 791	5 751	2 624
M. Pulkit Kantawala	Conseiller	23 582	11 791	566	258
Mme Colette Gauthier	Conseiller	23 582	11 791		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	6 000 000 $		
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2		3 X	4

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5		6 X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	7	$		
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8		9 X	

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	10	$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	11	$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	12	$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	13	$
Ligne 12 : Placements de portefeuille	14	$
Ligne 13 : Débiteurs	15	$
Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	16	$
Ligne 15 : Provision pour moins-value	17	$
Ligne 18 : Créditeurs et charges à payer	18	$
Ligne 19 : Revenus reportés	19	$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		OUI	NON
6.	La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :		
	a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	20 ☐	21 X
	Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	22 _____ $	
	b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	23 X	24 ☐
	Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020	25 584 568 $	
	c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	26 ☐	27 X
	Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	28 _____ $	
	d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	29 ☐	30 X
	Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	31 _____ $	
7.	La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	32 ☐	33 X
	Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	34 ☐	35 ☐
	Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
8.	La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :		
	a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	36 ☐	37 X
	Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	38 _____ $	
	b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	39 ☐	40 X
	Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	41 _____ $	
9.	La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	42 ☐	43 X
	Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
	a) crédits de taxes	44 _____ $	
	b) autres formes d'aide	45 _____ $	

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 — 46 _____ $

Facteur comparatif de 2020 — 47 _____

Valeur uniformisée — 48 _____ $

11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ — 49 _____ $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
   - Dépenses relatives à l'entretien d'hiver — 50 _____ $
   - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver — 51 _____ $

b) Dépenses d'investissement — 52 _____ $

c) Total des frais encourus admissibles — 53 _____ $

d) Description des dépenses d'investissement :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2 :**

a) Numéro de la résolution — 54 _____

b) Date d'adoption de la résolution — 55 _____

12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* — 56 [ ] 57 [X]

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution — 58 _____

b) Date d'adoption de la résolution — 59 _____

13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) — 60 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) — 61 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) — 62 _____

d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : — 63 _____

Indiquer la race de chien

e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) :
   - a causé sa mort — 64 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave 65 _____

Indiquer la race de chien

f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 66 _____

g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 67 _____

Dispositions pénales

h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39) 68 _____

i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 69 ☐ 70 ☐

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Dollard-Des Ormeaux | 66142 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 1
Taux global de taxation réel 3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la Ville de Dollard-des-Ormeaux

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Dollard-des-Ormeaux (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation de l'état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

·nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

·nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

·nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

BCGO s.e.n.c.r.l.
Vaudreuil-Dorion, le 29 juin 2021
1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	82 888 415
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	(87 000)
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	
Déduire			
Taxes d'affaires		5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	13 600 158
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		10	69 201 257

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	6 865 865 035
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	6 888 167 135
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	6 877 016 085

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	1,0063 / 100 $

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1		2	X		
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».						
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3		4	X		
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5		6	X		
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X		
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.						
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9		10		11	X
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12		13		14	X
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15		16		17	X
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.						
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18		19		20	X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21		22			

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Ville de Dollard-Des Ormeaux | 66142 |

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES		
SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	79 154 100
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	79 154 100
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	3 504 600
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
▪	14	
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	835 900
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	4 340 500
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	4 340 500
	27	83 494 600

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	940 000
	9	940 000
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	940 000
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	940 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière										
Taxes générales										
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x		/100 $					
Taxe foncière générale (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	6 293 555 933	x	0,8980	/100 $	56 516 132				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	373 312 107	x	0,8980	/100 $	3 352 343				
Immeubles non résidentiels	4	546 226 296	x	3,4700	/100 $	18 954 052				
Immeubles industriels	5		x		/100 $					
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	6		x		/100 $					
Autres	7	18 461 733	x	1,7960	/100 $	331 573				
Immeubles agricoles	8		x		/100 $					
Total	9					79 154 100	( )	( )		79 154 100
Taxes spéciales										
Service de la dette (taux unique)	10		x		/100 $					
Service de la dette (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x		/100 $					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x		/100 $					
Immeubles non résidentiels	13		x		/100 $					
Immeubles industriels	14		x		/100 $					
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	15		x		/100 $					
Autres	16		x		/100 $					
Immeubles agricoles	17		x		/100 $					
Total	18						( )	( )		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19		x	/100 $				
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20		x	/100 $				
Immeubles de 6 logements ou plus	21		x	/100 $				
Immeubles non résidentiels	22		x	/100 $				
Immeubles industriels	23		x	/100 $				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24		x	/100 $				
Autres	25		x	/100 $				
Immeubles agricoles	26		x	/100 $				
Total	27				( )	( )		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28		x	/100 $				
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29		x	/100 $				
Immeubles de 6 logements ou plus	30		x	/100 $				
Immeubles non résidentiels	31		x	/100 $				
Immeubles industriels	32		x	/100 $				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33		x	/100 $				
Autres	34		x	/100 $				
Immeubles agricoles	35		x	/100 $				
Total	36				( )	( )		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37		x	%	( )	( )		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)		**Par unité de logement**
Eau	1	220,00 $
Égout	2	$
Eau et égout	3	$
Traitement des eaux usées	4	$
Matières résiduelles	5	$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Eau - plus de 2 logements	155,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Eau - piscines - immeubles appartements	300,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Eau - piscines publiques	600,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Eau - résidences personnes âgées	70,0000	4 - tarif fixe (compensation)	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	83 494 600
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	
Déduire			
Taxes d'affaires		5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	20 221
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	14 033 988
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		10	69 440 391

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE	11	7 231 556 069

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	0,9602 / 100 $

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	18 954 100			331 600	3 352 400	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	174 169			3 503	35 417	
Autres	5					1 094 410	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	19 128 269			335 103	4 482 227	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	56 516 000			79 154 100
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	622 811			835 900
Autres	5	2 410 190			3 504 600
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	59 549 001			83 494 600

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?						
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM						
▪ Pour la taxe foncière générale	1	X	2			
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3	X	4		5	
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6		7	X	8	
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9		10	X	11	
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM						
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12	X	13		14	
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15		16		17	X
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18		19		20	X
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21		22	X		
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23		24	X		
Si oui, indiquer le montant.	25			$		
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26			$		
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-15				
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	100 173 603		$		
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	3 326 000		$		
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	1 628 000		$		
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31			$		

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Roman Beschieru, atteste que le rapport financier de Ville de Dollard-Des Ormeaux pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 6 juillet 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Dollard-Des Ormeaux.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Dollard-Des Ormeaux consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Dollard-Des Ormeaux détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-07-07 14:26:36

Date de transmission au Ministère : 2021-07-07

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Ville de Dollard-Des Ormeaux | 66142 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	91 748 000	99 026 204	91 250 328
Investissement	2	3 530 000	4 461 005	3 234 473
	3	95 278 000	103 487 209	94 484 801
Charges	4	97 929 151	92 967 234	96 758 513
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(2 651 151)	10 519 975	(2 273 712)
Moins : revenus d'investissement	6	(3 530 000)	(4 461 005)	(3 234 473)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(6 181 151)	6 058 970	(5 508 185)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	10 722 951	10 755 635	10 453 663
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10	(3 391 800)	(3 423 100)	(3 086 051)
Affectations				
Activités d'investissement	11	( )	(1 807 371)	(1 044 387)
Excédent (déficit) accumulé	12	(1 150 000)	(373 514)	1 968 345
Autres éléments de conciliation	13		103 703	77 417
	14	6 181 151	5 255 353	8 368 987
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		11 314 323	2 860 802

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	7 103 766	9 342 200
Débiteurs	2	21 139 828	17 199 280
Placements de portefeuille	3	5 110 919	6 942 889
Autres	4	1 675 000	1 580 000
	5	35 029 513	35 064 369
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	40 145 438	40 232 136
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	16 965 891	12 200 706
	10	57 111 329	52 432 842
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(22 081 816)	(17 368 473)
Actifs non financiers			
Immobilisations	12	140 079 957	124 891 172
Autres	13	820 865	776 332
	14	140 900 822	125 667 504
Excédent (déficit) accumulé	15	118 819 006	108 299 031

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	16 648 701	8 010 883
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Prov réfection chalets munic	17	86 042	2 286 030
▪ Système financier	18	43 433	500 000
▪ Déneigement et déglaçage	19	500 000	645 741
▪ Arbres et arbustes	20	25 949	41 527
▪ Refonte plan d'urbanisme	21	112 652	149 082
▪ Impondérables	22	426 950	500 000
▪ Elections générales 2021	23	400 000	
▪ Covid-19	24	2 000 000	
▪	25		
	26	3 595 026	4 122 380
Réserves financières	27		
Fonds réservés	28	1 600 908	3 057 042
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	( )	( )
Financement des investissements en cours	30	(11 558 891)	(927 713)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	108 533 262	94 036 439
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	118 819 006	108 299 031

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	44 649 523
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	111 594 532

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	85 023	116 323
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	26 635 839	24 747 838
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	5 255 642	6 435 143
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises[1]	7	8 233 100	8 998 300
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	40 209 604	40 297 604

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	11	82 776 300	82 888 415	80 785 399
Compensations tenant lieu de taxes	12	940 000	952 273	918 391
Quotes-parts	13			
Transferts	14	1 861 000	5 650 825	1 676 844
Services rendus	15	908 700	1 127 337	1 495 252
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	4 752 000	7 505 553	5 455 574
Autres	17	510 000	901 801	918 868
	18	91 748 000	99 026 204	91 250 328
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21	3 530 000	4 282 597	3 143 608
Autres	22		178 408	90 865
	23	3 530 000	4 461 005	3 234 473
	24	95 278 000	103 487 209	94 484 801

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2020			Réalisations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	9 575 273	401 642	9 976 915	13 549 665
Sécurité publique					
Police	2	11 968 234		11 968 234	11 053 283
Sécurité incendie	3	6 614 121	263 562	6 877 683	6 103 602
Autres	4	1 976 685	80 765	2 057 450	2 035 117
Transport					
Réseau routier	5	9 805 803	3 558 728	13 364 531	14 808 496
Transport collectif	6	10 626 934		10 626 934	9 565 556
Autres	7	218 007		218 007	190 638
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	5 780 742	3 637 837	9 418 579	9 864 204
Matières résiduelles	9	4 101 967	53 265	4 155 232	4 152 972
Autres	10	55 426		55 426	74 760
Santé et bien-être	11	744 121		744 121	639 386
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 336 800	59 435	1 396 235	1 295 608
Promotion et développement économique	13	920 065		920 065	874 693
Autres	14	144 106		144 106	130 830
Loisirs et culture	15	17 371 917	2 700 401	20 072 318	21 457 379
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	971 398		971 398	962 324
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	82 211 599	10 755 635	92 967 234	96 758 513
Amortissement des immobilisations	20	10 755 635	(10 755 635)		
	21	92 967 234		92 967 234	96 758 513

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	4 461 005	3 234 473
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations - Acquisition	2	(25 944 420)	(17 396 955)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3	(88 941)	(372 128)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	4 100 300	7 559 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	1 807 371	1 044 387
Excédent accumulé	6	5 033 507	2 894 199
	7	(15 092 183)	(6 271 497)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(10 631 178)	(3 037 024)

Extrait du rapport financier, page S18